

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

lyon , le 25/03/22

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

APPIA LIANTS EMULSIONS RH.ALPE AUVERGNE

3 rue des sablières
69660 COLLONGES AU MONT D OR

Références : UD-R-CTESSP-22-058-FV

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2022 dans l'établissement APPIA LIANTS EMULSIONS RH ALPES AUVERG implanté 3 rue des sablières 69660 COLLONGES AU MONT D OR . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale sur la thématique de la protection incendie.

Il est à noter que l'exploitant a transmis un dossier cas par cas en 2021 en cours d'instruction pour notamment des modifications de produits utilisés. Une demande de compléments a été transmise à l'exploitant par courriel du 5 octobre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APPIA LIANTS EMULSIONS RH ALPES AUVERG
- 3 rue des sablières 69660 COLLONGES AU MONT D OR
- Code AIOT dans GUN : 0006103593
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site fabrique des liants bitumineux routiers depuis 1987. Il bénéficie d'un arrêté d'autorisation initiale daté du 12 août 1986 modifié le 3 mai 2006 (modification des installations) ainsi que d'un arrêté du 13 septembre 2003 prescrivant la surveillance des eaux souterraines.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives mais des demandes sont toutefois formulées :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	voir demande de l'inspection
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/08/1986, article 2.6.1.3 et 3.7.2	/	voir demande de l'inspection
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 12/08/1986, article 2.6.1.6	/	voir demande de l'inspection
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 12/08/1986, article 2.4.5	/	voir demande de l'inspection

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Hormis les besoins en eau d'extinction et en rétention des eaux d'extinction qui doivent être redéfinis pour être contrôlés, l'exploitant dispose des mesures réglementaires de prévention des risques incendie examinées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a déclaré disposer d'un logiciel de suivi en temps réel de la quantité présente sur site de chaque produit (matières premières, produits finis). Une extraction au 28 février 2022 a été présentée à l'Inspection. L'exploitant a déclaré également disposer de l'ensemble des fiches de données de sécurité (FDS) des produits présents sur site. L'Inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter la FDS de l'acide chlorhydrique. L'exploitant a pu présenter la fiche à l'Inspection rapidement. Un plan des stockages a été présenté à l'Inspection. L'Inspection note que les stockages sur deux niveaux et les bouteilles de gaz à l'Est du site ainsi que les stockages à l'Ouest du site ne sont pas représentés sur le plan. Aussi les effets hors site (thermique et/ou surpression) des stockages de polymères dans le hangar à l'Est du site, des bouteilles de gaz et des polymères/palettes en extérieur à l'Ouest du site ne sont a priori pas étudiés dans l'étude de danger transmise en 2021, ni dans les études antérieures (2005 notamment).
<u>Demandes (sous trois mois):</u> - L'Inspection demande à l'exploitant d'étudier les effets possibles hors site (surpression/thermiques/toxiques) des stockages de polymères dans le hangar à l'Est du site, des bouteilles de gaz et des polymères/palettes en extérieur à l'Ouest du site. Cette étude devra être intégrée à son porter à connaissance en cours d'instruction. - L'Inspection demande à l'exploitant de mettre à jour son plan des stockages en précisant l'emplacement et la nature de l'ensemble des produits stockés.

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/1986, article 2.6.1.3 et 3.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A ou équivalent à raison d'un appareil pour 250 m2 couverts (minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc...)- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques.- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables. <p>Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles.</p> <p>[...] l'établissement disposera :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un réseau incendie assurant un débit de 90 m3/h, son implantation sera déterminée avec les services d'incendie et de secours- de dispositifs fixes de refroidissement sur les réservoirs- de moyens mobiles d'extinction permettant de mettre en œuvre de l'eau et de la mousse.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection disposer sur site de :</p> <ul style="list-style-type: none">- 5 extincteurs à eau pulvérisée;- 19 extincteurs à poudre dont 5 sur roues ;- 12 extincteurs à CO2;- 1 RIA; <p>hors site :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'une bouche incendie à l'entrée du site délivrant 300m3/h à 1bar. <p>L'Inspection a constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none">- de deux extincteurs à poudre ABC 5kg à proximité des ateliers de production et du hangar de stockage à l'Est du site;- d'extincteur à CO2 à proximité de l'armoire électrique de l'atelier de fabrication d'émulsion;- de deux extincteurs à poudre ABC dans la chaufferie. <p>L'exploitant indique utiliser des extincteurs à poudre préférentiellement car ils sont plus adaptés au feu de bitume que ceux à eau pulvérisée.</p> <p>L'inspection considère qu'un extincteur à poudre ABC 5kg est équivalent à un extincteur à eau pulvérisée de type 21A. Les extincteurs sont signalés et accessibles.</p> <p>L'exploitant a indiqué par ailleurs ne pas disposer de dispositifs fixes de refroidissement sur les réservoirs ni de moyens mobiles d'extinction permettant de mettre en œuvre de l'eau et de la mousse, du fait de changement des conditions d'exploitation. Ces dispositifs sont liés aux liquides inflammables anciennement présents sur le site d'après l'exploitant.</p> <p>L'Inspection constate que dans le dossier cas par cas déposé dernièrement (§7 de l'étude de dangers), les besoins en eau d'extinction se basent sur des référentiels liés aux produits inflammables (arrêté du 3 octobre 2010, circulaire du 6 mai 1999). Le dossier fait état notamment de besoin en émulseur filmogène. Pourtant, l'exploitant indique pourtant en inspection ne pas détenir de liquide inflammable sur site.</p>
<p><u>Demande (sous deux mois) :</u> L'Inspection demande à l'exploitant de se baser sur les guides pratiques D9 pour évaluer les besoins en eau d'extinction. Cette évaluation devra être intégrée au porter à connaissance en cours d'instruction.</p>
<p><u>Demande (sous trois mois) :</u> une fois les besoins identifiés suivant le guide D9, l'Inspection demande à l'exploitant de s'assurer de la disponibilité de ces besoins.</p>

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/1986, article 2.6.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'état [...] des moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent.
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection un courriel du 18 février 2020 de la métropole de Lyon qui indique que le poteau incendie n°12576 (celui à l'entrée du site d'après l'exploitant) dispose d'un débit de 300m3/h à 1 bar d'après un test de juin 2017. L'exploitant a présenté par ailleurs le rapport de vérification des moyens d'extinction incendie du site n°03157227-001 du 23 août 2021 d'une société spécialisée dans la protection incendie. Le rapport indique qu'un RIA est hors service. L'exploitant a pu présenter le rapport de vérification annoté indiquant que le RIA a été réparé le 1er septembre 2021. L'Inspection a pu également constater sur site par sondage que les extincteurs comportent une étiquette mentionnant une vérification en août 2021. A noter : sur un extincteur, la date de vérification a été effacée par la pluie a priori.
<u>Demande (sous un mois) :</u> L'Inspection demande à l'exploitant de s'assurer du maintien dans le temps du marquage de vérification de ses extincteurs.

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/1986, article 2.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement des conséquences notables pour le milieu environnant.
Constats : L'exploitant a indiqué que le site dispose d'une vanne manuelle permettant d'isoler le réseau de récupération des eaux pluviales en cas d'incendie. La vanne a été testée lors de l'Inspection. Il s'agit d'une vanne guillotine. L'Inspection a pu constater visuellement que la vanne permet d'obstruer intégralement le tuyau de sortie. D'autre part, l'Inspection a pu constater que le plan à l'entrée du site signale la présence de cette vanne. Le porter à connaissance de 2021 calcule des besoins en rétention d'eaux d'extinction basés sur le calcul des besoins en eau d'extinction discuté au constat n°2.
<u>Demande (sous deux mois) :</u> L'Inspection demande à l'exploitant de calculer ses besoins en rétention d'eaux d'extinction conformément au guide D9A et de s'assurer que les besoins sont couverts par le projet. Les besoins en rétention hors cuvettes devront être précisés (p.ex. pour les stockages polymères et émulsifiants). L'étude devra être intégrée au porter à connaissance en cours d'instruction.
<u>Demande (sous trois mois) :</u> une fois les besoins en rétention identifiés suivant le guide D9A, l'Inspection demande à l'exploitant de s'assurer de la disponibilité de ces besoins.